

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 20/01/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

LAMOUSSETTE
32400 SAINT-GERME

Références : 2022-0993-dp
Code AIOT : 0006809247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté LAMOUSSETTE 32400 SAINT-GERME. L'inspection a été annoncée le 15/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Les thèmes retenus de l'inspection sont le plan de gestion des déchets (action nationale) et la gestion de l'eau dans le cadre du plan de restriction des prélèvements en eau en cas de sécheresse (action de la région Occitanie).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- LAMOUSSETTE 32400 SAINT-GERME
- Code AIOT : 0006809247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection s'est déroulée au niveau des installations de traitement à l'entrée du site et de la zone 3 en cours d'exploitation. Seule une petite partie de la zone au sud (prélèvement eau, déchet) a été

contrôlée. La zone 2 en cours de réhabilitation n'a pas été inspectée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion des déchets
- gestion de l'eau et actions de réduction des prélèvements en eau en cas de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
24	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
25	Mesure et déclaration du volume d'eau prélevée	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.7.1	/	Sans objet
14	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.1	/	Sans objet
16	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.5	/	Sans objet
20	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.4	/	Sans objet
23	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé 5 écarts faisant l'objet d'une lettre préfectorale de suite et les justificatifs doivent être transmis sous 1 mois : L'établissement dispose d'un plan de gestion de déchets que l'exploitant s'est engagé à mettre à jour, en y intégrant notamment les données de suivi des quantités des déchets d'exploitation. Le plan d'exploitation doit également être mis à jour pour intégrer les zones de stockage de tous les déchets inertes. L'exploitant a proposé des actions de réduction de prélèvement en eau en cas de sécheresse (en cours d'instruction), cohérentes avec l'arrêté cadre départemental. Cependant, l'inspection relève que leur suivi nécessitera, au niveau technique, une surveillance plus fine des volumes d'eau consommés. Ainsi, des éléments probants sont attendus quant à l'écart constaté entre le volume déclaré et le volume relevé en 2021. Ensuite, après l'installation d'un compteur général plus fiable, l'exploitant s'est engagé à mettre en place deux compteurs supplémentaires pour distinguer les volumes utilisés à des fins sanitaires et industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 5 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La nature et la quantité des déchets stockés sur site est cohérente avec le PGD
Constats : L'exploitation de la carrière a pour origine trois types de déchets inertes : - la couche de terre végétale décapée avant l'exploitation ; - les terres de découverte, déchets inertes utilisés pour divers aménagements (voirie, merlons) ou stockés proche de la zone d'exploitation et réutilisées au fur et à mesure pour le réaménagement après extraction ; - les déchets de traitement flocculés, qualifiés d'inertes suite à analyse. Le plan de gestion des déchets (PGD) a été transmis par l'exploitant en amont de la visite. Il présente les trois types de déchets inertes et les volumes estimés au démarrage de l'exploitation. L'exploitant indique, lors de l'inspection, qu'il a prévu de mettre à jour son PGD en faisant la liaison avec le suivi des volumes de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le lieu d’implantation de l’installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir immédiatement utilisé le volume de terre végétale décapée de la phase 3 pour le réaménagement en cours de la phase 2. L'inspection a constaté que les inertes de découverte étaient stockés en andain en limite de la zone 3 d'exploitation sur le terrain naturel (en hauteur par rapport à la zone décapée). Les déchets de traitement floculés sont, quant à eux, stockés sur le même parcellaire depuis le début de l'exploitation (plus de 3 ans). Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'il n'a pas encore utilisé ces déchets floculés pour la remise en état. L'exploitant indique, lors de l'inspection, qu'il a prévu de mettre à jour le plan rattaché à son PGD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33..71
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers. Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que seuls les déchets inertes issus de l'exploitation et du traitement sont présents sur le site. L'installation ne reçoit aucun déchet de l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000^e ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, - les parcelles cadastrales, les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, - les cotes NGF des différents points significatifs, - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, - la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 30 ci-dessus, * les limites de la phase en cours, - les zones de stockage des terres et stériles de découverte, ainsi que celles de stockage des fines de décantation (avant leur utilisation pour la remise en état du site), - la hauteur des stocks. <p>Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation impose à l'exploitant d'avoir un plan d'exploitation où figurent les stocks de déchets. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan papier où les stocks ne figurent pas et une version dématérialisée plus ancienne où figurent les stocks. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour ce document et en transmettre une copie sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.1
Thème(s) : Risques accidentels, gestion crue
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [.]De manière générale, les plantations, les merlons et les divers stockages de matériaux ne 10/60 doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. En particulier, les merlons discontinus permettant d'assurer le libre écoulement des eaux en cas de crue sont interrompus tous les 50 mètres sur au moins 3 mètres mesurés au sol.</p> <p>Constats : Les merlons discontinus, notamment le long du chemin d'accès vers la zone 3 d'exploitation ont été contrôlés lors de l'inspection. Ils sont à l'intérieur du périmètre clôturé du site. La zone 3 en cours d'exploitation est clôturée, on y accède par un portail, maintenu à clef aux heures de fermeture. Le merlon d'inerte de découverte est parallèle au profond fossé de drainage séparant la zone exploitée au champs agricole voisin (au nord zone 3).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des eaux de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Qualité des rejets aqueux Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 - la température est inférieure à 30° C « conductivité - - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l - les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l . Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/l Pt.</p>
Constats : Les résultats d'analyses des deux points de rejet sont conformes pour les 3 dernières années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33,2,4
Thème(s) : Risques chroniques, exutoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [.] les seuls points de rejet dans le milieu naturel sont constitués par les rejets eaux claires des bassins de décantation des eaux de ruissellement [.] Les points de rejets des installations (traitement de matériaux, centrales à béton et d'enrobés à froid, tri et valorisation des des déchets non-dangereux inertes sont identifiés dans le annexes au présent arrêté.[.] les points de rejets du site sont équipés d'un dispositif de prélèvement et de mesure de débit.[.] Les points de rejets temporaires sont dispensés du dispositif de mesure du débit. Quand ils sont pérennes, l'exploitant doit les localiser sur un plan adapté.</p>
<p>Constats : Les eaux de ruissellement au niveau des installations de traitement sont collectées et dirigées vers un premier bassin de décantation. Les eaux ruisselant sur l'aire étanche de distribution du carburant transitent par un séparateur à hydrocarbure avant leur transfert dans le deuxième bassin situé à l'entrée du site. Lors de l'inspection, il apparait que le point de sortie de ce deuxième bassin est situé à au moins 2 m au dessus du niveau de l'eau. L'exploitant affirme que l'eau a été prélevée dans le bassin pour réaliser l'analyse. L'eau ne s'évacue pas vers le fossé d'infiltration, sauf potentiellement en période de fortes précipitations. La présence de flaques d'eau le long de la voie d'accès de la carrière et de la centrale amène toutefois un doute sur la gestion de la collecte des eaux pluviales au droit de la centrale et potentiellement de l'intégrité de la canalisation d'amenée de l'eau en sortie de décanteur qui passe sous cette voie. L'exploitant s'engage à revoir les plans, la topographie et la canalisation dans le cadre du changement d'exploitant de la centrale prévu en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; [..] - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis son plan de gestion des déchets (PGD) de février 2022. Il contient le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Prélèvement eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.4
Thème(s) : Situation administrative, prélèvement eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débit maximal de pompage est de 55m ³ /h. la pompe est équipée d'un compteur qui est relevé mensuellement. Le point de prélèvement doit être localisé sur un plan.
Constats : Le prélèvement est réalisé par une pompe posée en surface du lac. Une canalisation amène l'eau jusqu'à l'installation de traitement des matériaux où est positionné le compteur. L'eau claire est utilisée en appoint du système (en circuit fermé, recyclage) de lavage des matériaux, de lavage des dalles béton sous les installations fixes, de lavage des engins. Elle sert également en appoint du système en circuit fermé de lavage des roues et à l'abattage des poussières. Ce dernier point relevant des actions sanitaires prioritaires en cas de sécheresse, l'exploitant s'engage à mettre des compteurs pour pouvoir identifier les volumes concernés. Les justificatifs doivent être transmis sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 25 : Mesure et déclaration volume eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [.. – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; [..
Constats : L'exploitant a fait la déclaration GEREP des prélèvements d'eau. En 2021, la consommation déclarée (47000m ³) a été validée car elle était cohérente avec la consommation de 2020. Toutefois l'inspection constate que cette consommation détaillée est inférieure à celle enregistrée dans le tableau de suivi du compteur (80 078m ³). L'exploitant indique avoir eu des problèmes de fiabilité du compteur en 2020 et 2021. Le compteur actuel a été installé en avril 2022. Au 30 novembre 2022, la consommation de l'année était à 71 460 m ³ , en cohérence avec les relevés 2021. L'exploitant doit apporter, sous 1 mois, des éléments probants pour expliquer l'écart entre le volume comptabilisé et le volume déclaré en 2021. Pour mémoire, le plan d'actions de mesure de réduction des prélèvement en cas de sécheresse en cours d'instruction s'appuie sur les volumes consommés en 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois